

Burundi : Pierre Buyoya démissionne de son poste de Haut représentant de l'UA

@rib News, 24/11/2020 – Source Agence Anadolu – L'ancien président burundais, Pierre Buyoya, a été condamné à perpétuité par la justice de son pays. L'ancien président burundais, Pierre Buyoya, a démissionné de son poste de Haut représentant de l'Union africaine au Mali et au Sahel, ont rapporté mardi plusieurs médias.

Pierre Buyoya a été condamné à perpétuité par la justice de son pays, le Burundi. « L'ancien président burundais a annoncé sa démission de son poste de Haut représentant de l'UA au Mali et au Sahel pour pouvoir se consacrer totalement à sa défense », a rapporté la Radio France Internationale, RFI. « Sa démission a été accueillie avec une grande reconnaissance pour l'excellent travail accompli au nom de l'Union africaine », a réagi un haut responsable au sein de la Commission. Il occupait le poste de Haut représentant de l'Union africaine au Mali et au Sahel depuis huit ans. Pierre Buyoya qui est toujours au Mali prévoit une conférence de presse d'ici quelques jours pour expliquer sa décision. Les autorités burundaises n'ont pas encore réagi à cette démission. En octobre dernier, la Cour Suprême du Burundi a condamné 15 anciennes hautes personnalités burundaises, dont l'ancien président Pierre Buyoya, à la prison à vie et à une amende de près de 7 millions de dollars américains. Trois autres accusés ont été condamnés à une peine de 20 ans de prison ferme dont l'ancien 1er vice-président de la République, Bernard Busokoza, aujourd'hui en exil. Un seul prévenu a été acquitté dans cette affaire : il s'agit d'Antoine Nduwayo, ancien premier ministre (1995-juillet 1996). Toutes ces personnalités étaient visées par une enquête judiciaire sur l'assassinat, en octobre 1998, de l'ancien président Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu dans le pays. Elles étaient toutes accusées d'être impliquées dans l'attentat contre le Chef de l'Etat, l'attentat contre l'autorité de l'Etat et l'attentat et la destruction de biens publics. Le gouvernement du Burundi avait émis un mandat d'arrêt international en 2018 contre lui.

Ancien officier de l'armée burundaise, le major Pierre Buyoya a dirigé le Burundi à deux reprises (de 1987 à 1993 puis de 1996 à 2003) chaque fois après un coup d'Etat.